

Association pour les
droits des usagers
de la psychiatrie

A D U P S Y

Case postale 316

1211 - GENEVE 25

Conseil d'Etat de
la République et Canton
de Genève

Rue de l'Hôtel-de-Ville

1204 - GENEVE

Genève, le 1er juillet 1980

Monsieur le Président
Messieurs les Conseillers d'Etat,

Notre ami Alain est mort, à la Clinique de Bel-Air,
le dimanche 29 juin 1980.

Il était membre du Comité de l'ADUPSY et luttait avec nous pour la protection des droits des patients psychiatriques et pour l'instauration de soins psychiatriques humains, volontaires et consentis par le patient, par opposition aux internements forcés, aux traitements de choc et à l'isolement des patients.

Alain est mort des suites des traitements violents qu'il dénonçait avec nous.

Interné à la Clinique de Bel-Air, le samedi 14 juin, il fut d'emblée placé en cellule d'isolement, c'est-à-dire dans une cellule fermée, pourvue d'un matelas pour tout mobilier. Il demanda avec insistance à sortir de la cellule d'isolement et à être placé en chambre normale, si possible en pavillon ouvert. Face au refus des médecins responsables, il multiplia les actes de protestations et fit intervenir notre avocat auprès de la Direction de la Clinique et du Conseil de surveillance psychiatrique.

Rien n'y fit. Au contraire, la Clinique, avec la bénédiction ultérieure du Conseil de surveillance psychiatrique, décida de mettre cet "agité" sous cure de sommeil, contre son gré.

Pour les psychiatres, il fallait introduire une "coupure", accentuée par la suppression de la visite des amis, et pousser Alain vers une "régression" de la personnalité. Cette prétendue mesure thérapeutique ignorait délibérément la soif de communication d'Alain et sa volonté farouche de défendre sa dignité d'homme.

Les médicaments (somnifères combinés aux neuroleptiques) l'ont tué au 10ème jour d'une cure de sommeil inappropriée et mal contrôlée.

Selon les renseignements que nous avons obtenus, deux autres personnes seraient déjà mortes, à la Clinique de Bel-Air, il y a quelques mois, à la suite de traitements inadéquats.

A quoi sert de légiférer en faveur des droits des personnes internées, comme l'a fait trop modestement le Grand Conseil en décembre 1979, si la direction de la Clinique de Bel-Air peut continuer impunément d'infliger à ses patients des traitements en violation de leur intégrité physique et personnelle ?

L'ADUPSY en appelle au Conseil d'Etat pour que des mesures d'urgence soient prises et qu'un strict et efficace contrôle de l'activité de la direction et des médecins de Bel-Air soit réalisé.

Nous demandons plus particulièrement la suppression complète des cellules d'isolement qui doivent être considérées comme l'instrument d'un "traitement inhumain" au sens de l'art. 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Nous demandons l'interdiction des traitements à haut risque sans le consentement du patient (cure de neuroleptiques à hautes doses, cures de sommeil, électrochocs, notamment).

Dans la mesure où des traitements à haut risque sont décidés après information du patient et avec le consentement de ce dernier, nous demandons qu'un strict contrôle de ces traitements par des médecins internistes soit systématiquement effectué, la Clinique ne disposant pas actuellement du personnel et de l'équipement (notamment en matière de réanimation) indispensable au traitement des affections somatiques importantes des patients.

Nous nous adressons également au Grand Conseil par voie de pétition déposée ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers d'Etat, nos salutations distinguées.

Pour le Comité de l'ADUPSY.